

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50F

MERCREDI 12 OCTOBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,50F

EDITORIAL *La gauche antillaise ne défend pas les intérêts des travailleurs.*

Le fait que la gauche soit divisée en France ne changera pas grand chose à la tactique des partis antillais qui se réclament d'elle. Bien sûr, chacun des partis, selon qu'il est socialiste ou communiste accordera raison à Mitterrand ou Marchais. Mais pour l'essentiel ces partis conserveront leur ligne de conduite habituelle à la veille des élections législatives.

Ils appelleront les travailleurs à voter pour eux en tant que représentants locaux de la gauche. Ils poursuivront la sempiternelle démonstration sur la nécessité de renforcer la gauche en France pour faciliter la venue d'un gouvernement de gauche, favorable, disent-ils aux travailleurs.

Et c'est bien là que le bât blesse. Car même vis à vis des travailleurs français, la gauche n'a pris aucun engagement sur leurs revendications les plus vitales. Oh certes, Marchais s'engage à porter le SMIC à 2400F, à condition toutefois que Mitterrand qui sera chef du gouvernement en cas de succès électoral en 78 - ne s'y oppose pas. Mais sur tout le reste, Marchais a beau dire, il ne va pas plus loin que le PS et Mitterrand. Ni sur les mesures à prendre contre le chômage, contre les licenciements ou contre l'inflation.

Et qu'en est-il alors des revendications des travailleurs des Antilles ?

La gauche ne s'est même pas engagée à appliquer le même SMIC qu'en France. Elle n'a rien dit des problèmes les plus cruciaux de nos pays. Pourtant ceux-ci sont connus.

Un chômage massif, au moins cinq fois supérieur à celui existant en France, un problème agraire grave avec des milliers de travailleurs de la terre complètement démunis et réduits à la misère la plus profonde. Les données sont claires. A l'inverse, quelques propriétaires se partageant la majeure partie des terres cultivables. Les rois de l'import-export arrondissent de confortables fortunes, les grosses sociétés françaises et antillaises s'enrichissent par l'exploitation éhontée des travailleurs réduits à vivre avec des salaires incroyablement bas.

Il y a des mesures radicales à prendre pour mettre fin à ces inégalités criantes et à cette main-mise des capitalistes sur les Antilles.

MARTINIQUE

LA POLEMIQUE DANS LA GAUCHE

Marie Jeanne s'explique.

Vendredi soir s'est tenu au marché de Rivière-Pilote, un meeting qui réunissait plus d'un millier de personnes. Malgré une pluie battante, les partisans de Marie-Jeanne ont tenu à lui apporter leur soutien, dans la polémique qui l'oppose à la gauche autonomiste.

Ce furent d'abord les interventions de 5 conseillers municipaux qui affirmèrent avoir rayé le nom d'Elisabeth aux sénatoriales, expliquant ce geste par le fait que Désiré s'est vanté d'avoir détourné, pour le soutenir, certains grands électeurs de Rivière Pilote.

Ce fut ensuite Marie Jeanne qui prit la parole pour tout d'abord inviter, tout de go, les opposants du conseil municipal à s'expliquer face aux électeurs.

Mais bien vite, la question des sénatoriales

laissa la place aux préoccupations futures du maire de Rivière Pilote. Et toutes ces explications révèlent que le fond de la querelle ne serait rien d'autre qu'une rivalité personnelle, opposant R. Désiré à Marie-Jeanne dans la perspective des législatives. Car l'annonce de la candidature de Marie Jeanne aux législatives, au cas où Désiré se présenterait est bien révélatrice de la source de rivalité qui oppose ces deux hommes pour élargir leur base électorale dans la même région.

Dans le fond, toute cette polémique n'apporte en rien des solutions aux problèmes des travailleurs, et ne se situe pas sur un terrain qui les concerne.

GUADELOUPE

Pourquoi tant de meurtres dans la population ?

La semaine dernière, la commune de Capesterre-Belle-Eau a été le théâtre de bagarres, entre deux frères le mardi 4, et deux camarades le samedi 8, qui se sont terminées par la mort de deux travailleurs. Certaines bonnes âmes verront là le résultat de la bestialité, de la sauvagerie.

En fait c'est bien là, la conséquence de la bestialité, non pas de un ou deux individus, mais de toute la société capitaliste. Car n'est-ce pas obliger les travailleurs à vivre comme des bêtes que de les condamner à vivre avec des salaires de misère, que de les obliger à vivre dans des cases de une ou deux pièces avec leur famille atteignant des fois cinq, six et même plus d'enfants. N'est-ce pas les obliger à vivre comme des bêtes que de les priver de toute culture et des fois même de toute instruction ?

Dans cette société, c'est avant tout l'argent qui compte, tous les coups bas sont permis pour se faire une place au soleil. Dans une telle société, les travailleurs doivent subir la loi des patrons, quand on n'oblige pas les femmes et les filles à passer par les quatre volontés de certaines crapules pour avoir du travail. Société où les jeunes dès l'âge de 17 ans sont voués au chômage.

Dans une telle jungle, la société capitaliste dominée par une poignée de profiteurs, d'exploiteurs sans scrupule, comment voudrait-on que les gens soient autre chose que des loups les uns pour les autres.

Qui si l'on veut que les travailleurs, que les jeunes s'épanouissent et soient des êtres humains au plein sens du terme, il faudra avant toute chose détruire cette société basée sur le profit et sur l'exploitation.

ACHETEZ LISEZ
NOTRE MENSUEL
N° 79

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
7ème supplément au mensuel N°79

Les sénateurs à la télévision

Dimanche soir, nous avons pu entendre une interview des sénateurs Dagonia et Gargar à la télévision.

A entendre Dagonia, on pourrait croire que toute son ascension sociale et politique se serait faite pratiquement contre sa volonté. On l'aurait "poussé" à être maire et conseiller général, "pressé" de se présenter aux sénatoriales. Quant à lui, il n'aurait jamais tellement désiré ces postes électifs, ces honneurs. Quel don de soi !... Quelle abnégation ! pour le bien du peuple !!!!

Gargar, de son côté a confirmé son image (pas fausse d'ailleurs) de démocrate libéral et humaniste, exprimant son

dégoût pour l'injustice sociale et son désir de faire du "bien", du "social" comme on dit.

Bref, toujours est-il que si ces qualités font de Gargar un homme estimé de la population, elles ne suffisent pas pour croiser le fer avec le colonialisme français et l'exploitation capitaliste. Pour cela il faut se battre sur un programme révolutionnaire, ce que Gargar, bien entendu est bien loin de vouloir faire.

MARTINIQUE

FERMETURE D'UN C.F.P.A.

Le CFPA de Trinité vient de supprimer la section de formation d'aide soignante, sous le prétexte que la Martinique en aurait suffisamment, et de suspendre les activités de deux sections : comptabilité et puériculture, par manque d'enseignants.

Voilà à quoi aboutissent tous les beaux discours des élus et du gouvernement sur l'aide à l'emploi, la promotion des jeunes et la formation professionnelle garantie !

Voilà les résultats des promesses du colonialisme selon lesquelles tout serait fait pour aider la jeunesse à acquérir une formation et à trouver un emploi sur place au lieu de s'expatrier en France !

Mais le problème est plus grave. Car on nous avoue sans gêne que ces sections sont ouvertes dans les centres de FPA en fonction des besoins en main d'œuvre des employeurs. Autrement dit l'AMP est un cadeau du gouvernement aux patrons pour leur procurer des ouvriers dont ils ont besoin, on ferme tout simplement ces sections au mépris des jeunes qui ont demandé à y entrer.

MARTINIQUE / : NÉGLIGENCE A LA DASS NOUS ENCOURONS DES RISQUES ENORMES.

Depuis bientôt deux mois la population martiniquaise est soumise au risque d'épidémie de dengue qui pourrait être transmise par piqûre de moustiques. En effet, depuis plus de deux mois, les réserves en Malation (produit insecticide de base) sont épuisées au service de désinfection de la DASS et les 750 ouvriers qui y travaillent sont au chômage technique.

Or, il n'y a pas si longtemps lorsqu'on parla de la possibilité qu'une épidémie de dengue atteigne la Martinique Mr CONSEIL, directeur de la DASS tenta de calmer les esprits sur les ondes de la radio en faisant croire que les services de Guadeloupe allaient les dépanner. Mais depuis, rien n'a été fait. Cette négligence criminelle témoigne du je m'en fichisme des hauts fonctionnaires de l'administration pour qui la santé de la population n'est guère une préoccupation. Cela d'autant plus que ce sont les foyers les plus pauvres, les plus démunis qui sont menacés par ce genre d'épidémie. Les gens riches, eux, non seulement habitent des logements salubres, loin des marécages mais disposent en plus suffisamment de moyens pour se garder de tels fléaux

- 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 -

Guadeloupe

Supérette : des conditions de travail scandaleuses

Tous ces jours derniers, l'atmosphère était chaude dans le "cagibi" des préamballeuses au magasin Supérette-Hibiscus. Et la colère a bien failli éclater lorsque Paulin fit des difficultés pour réambrasser une employée qui avait dû prendre des congés de maladie à plusieurs reprises.

Mais comment ne pas être malade en travaillant dans des conditions aussi scandaleuses.

Quatre préamballeuses travaillent toute la journée dans une sorte de couloir où doivent passer continuellement les garçons de boucherie. En plus de cette

mauvaise installation, elles reçoivent des courants d'air chaud provenant des machines dont les moteurs débouchent dans ce même couloir, et des courants d'air froid provenant de plusieurs frigos qui eux aussi s'ouvrent dans ce couloir.

Tout est vraiment fait pour qu'elles se retrouvent à l'hôpital. Malgré les réclamations des employés, le patron ne fait rien. Peut-être attend-il qu'elles l'obligent à rester avec elles durant quelques heures pour comprendre qu'elles ne peuvent travailler dans ces conditions.

- 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 -

(suite)

Mais ni les progressistes de Césaire, ni les PCM et G, ni les socialistes ne les mettent en avant. Aucun de ces partis ne s'engage sur un programme concret répondant aux revendications des travailleurs. Ils se contentent de promettre que la gauche française agira en notre faveur et cela sans aucune garantie de la part de celle-ci.

La gauche veut tenir les travailleurs à l'écart de toute action politique qui leur soit propre. Elle veut que ceux-ci lui fassent confiance. Elle veut que les travailleurs lui remettent un chèque en blanc au profit de Mitterrand.

Les travailleurs doivent intervenir par eux mêmes dans la vie politique. Il ne s'agit pas d'attendre la victoire électorale pour cela. Dès aujourd'hui ils peuvent faire entendre leurs revendications.

Il faut faire savoir et à la gauche et à la droite - aux propriétaires terriens, à tous les capitalistes que les travailleurs se battent pour leurs revendications quels que soient ceux qui gagneront les prochaines élections. Et cela c'est aujourd'hui qu'il faut le dire.

MARTINIQUE

CAPUT NE PAIE PAS LES ÉLÈVES-INFIRMIERS

Un monsieur qui se moque du monde c'est monsieur CAPUT, directeur de l'hôpital du Lamentin.

En effet, en Juillet il a employé des élèves infirmiers au cours de leur stage de remplacement obligatoire. A ce moment il était satisfait de se servir d'eux et de faire des bénéfices sur leur dos, puisque ces élèves ne doivent percevoir que le salaire d'aide soignante, alors qu'ils font fonction d'infirmiers.

Maintenant qu'il faut les payer, il se montre moins pressé.

Ce monsieur qui aime bien entonner des couplets moralisateurs lorsque les travailleurs sont en grève, ferait mieux de payer ses employés avant qu'ils ne se fâchent.

Martinique

Le profit en chiffres

Les artisans en sous-traitance pour l'entreprise de plomberie-électricité Camelec, savent ce que l'exploitation veut dire. Ainsi, sur le chantier de l'hôtel Lancry face à la savane un artisan en plomberie sanitaire obtint de Camelec la somme de 2 millions anciens pour les travaux d'installations d'appareils sanitaires s'étendant sur une durée d'un an. Quant à la même Camelec elle fit l'acquisition de ces mêmes travaux pour la somme de 34 millions.

Camelec empoche donc 32 millions, un petit bénéfice qui se passe de commentaire.